

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 25/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEREGA - Centre de stockage**

Lieu-dit Biasse  
32460 Le Houga

Références : -  
Code AIOT : 0005207266

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement TEREGA - Centre de stockage implanté route du centre de stockage 40270 Lussagnet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur la thématique Atmosphère Explosive (ATEX).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREGA - Centre de stockage
- route du centre de stockage 40270 Lussagnet

- Code AIOT : 0005207266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TEREGA exploite à Lussagnet un stockage souterrain de gaz naturel en nappe aquifère depuis 1957.

Les deux stockages de LUSSAGNET(40) et IZAUTE (32), tous deux exploités par la société TEREGA, sont distants d'une dizaine de kilomètres. Ensemble, ils représentent 24 % de la capacité de stockage, en France.

Les installations comprennent :

- une série de puits d'injection, de soutirage, de contrôle ;
- des organes de contrôle et de régulation permettant la surveillance permanente du stockage
- un réseau de collecte reliant ces puits aux installations de comptage, traitement et compression ;
- des unités de traitement (notamment, déshydratation, désulfuration, odorisation) ;
- des unités de compression ;
- des liaisons avec les réseaux de transport de gaz.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) à jour, cohérent avec le plan de zonage ATEX (Atmosphère Explosive). Les installations sont identifiées et font l'objet d'un zonage globalement maîtrisé. L'évaluation des risques a été réalisée et ne met pas en évidence de situations jugées inacceptables. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de justificatifs attestant de la levée complète des actions correctives issues des analyses passées. Le suivi des équipements ATEX est réalisé par installation, sans liste centralisée. La signalétique et le balisage des zones ATEX sont en place, visibles et conformes aux observations de terrain. Les équipements contrôlés apparaissent adaptés, entretenus et correctement marqués. La maintenance préventive et le suivi des habilitations du personnel sont assurés. Des mesures de prévention (détection gaz, ventilation) sont présentes, mais le dimensionnement de la ventilation n'a pas pu être justifié lors de l'inspection. Enfin, les procédures d'intervention et permis associés sont formalisés et appliqués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la version 6 du DRPCE réf. 001815, en date du 30 janvier 2026.  Les installations présentes dans le périmètre ICPE sont identifiées et font l'objet d'un plan de zonage.  L'exploitant ne possède pas de liste des équipements situés en zone ATEX. Il précise qu'au vu du nombre très important d'équipements ATEX sur site, il est plus adapté d'identifier, pour chaque installation, les équipements qui lui sont dédiés. Ainsi, l'exploitant procède au suivi (entretien/maintenance) de l'ensemble des équipements par installation sur la GMAO.  Le DRPCE prend en compte les risques électriques, non électriques, liés à la foudre et à l'électricité statique.</p> <p>L'exploitant a effectué une évaluation des risques synthétisée dans les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dossiers techniques d'analyse des risques 001814 (DTAR) ;</li> <li>• programme de mise en conformité 002743;</li> <li>• commande de mise en conformité ATEX devis n°1003255 en date du 26/05/2010.</li> </ul> <p>Ces documents ont permis d'évaluer la conformité des équipements utilisés, en incluant les équipements sans marquage installés avant 2003.  Il apparaît qu'il n'y avait pas de niveau ATEX dit « inacceptable » pour les équipements présents sur site à la date de réalisation du document DTAR (2010). Les travaux préconisés dans le</p>

documents auraient été réalisés entre 2010 et 2013. Ainsi l'exploitant a indiqué, le jour de la visite d'inspection, que l'ensemble des éléments à corriger avait été levé. Cependant, l'exploitant ne disposait pas de justificatifs permettant de s'assurer que l'ensemble des actions correctives ou à améliorer avaient été levées.

Toutefois, l'exploitant a transmis par courriels du 18 et 19 mars 2023 le devis de mise en conformité en date du 20 avril 2020, ainsi que le bon de commande validant la mise en conformité ATEX en date du 26 mai 2010.

Le DRPCE contient les informations relatives aux procédures, permis feu et permis de travail. L'exploitant indique que ces documents sont délivrés par le responsable pour toutes les entreprises extérieures. Le jour de la visite d'inspection, il a donc été constaté, de manière aléatoire, les permis délivrés dans le cadre d'une intervention en zone ATEX :

- Maintenance préventive mécanique annuelle du compresseur KX601:

L'exploitant a réalisé une autorisation de travail du 16 février 2026 au 17 mars 2026 sur un logiciel interne regroupant l'ensemble des informations suivantes :

- une analyse des risques identifiant le risque ATEX pour la zone ;
- une maîtrise des risques identifiant la conformité des équipements utilisés en zone ATEX ;
- le mode opératoire de l'entreprise extérieure, analysé par l'ensemble des intervenants de TEREKA (chargé d'affaires, technicien gaz, service environnement et sécurité) ;
- un permis de travail en point chaud valide du 16 février 2026 au 17 mars 2026. Le permis était signé quotidiennement par les intervenants.

L'exploitant avait aussi en sa possession :

- la liste des habilitations des intervenants de l'entreprise extérieure (ATEX niveau 2) ;
- le plan de prévention signé annuellement avec l'entreprise.

L'étude de dangers renvoie au DRPCE et indique des mesures techniques préventives contre les agressions extérieures. L'exploitant dispose notamment d'une détection de fuite de gaz couplée au zonage ATEX, qui constitue une mesure de prévention de l'inflammation d'une fuite de gaz, avec plus de 160 détecteurs de technologies différentes. L'inspection a contrôlé aléatoirement la présence et la conformité du détecteur PID 700 en zone ATEX (cf. constats n° 3 et n°4).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet un justificatif / des documents attestant de la levée complète des actions correctives issues des travaux préconisés dans le cadre de la DTAR de 2010, notamment la facture finale, qui reprend les travaux réalisés et détaille les quantités réellement exécutées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 2 : Plan général des zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

<p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li> <li>- [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de zonage ATEX est cohérent avec les informations du DRPCE. L'étude de dangers ne décrit pas les zones ATEX de l'établissement et renvoie directement au document DRPCE. L'exploitant a identifié les zones à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• jaune : zone 0 ;</li> <li>• bleu clair : zone 1 ;</li> <li>• rouge hachuré : zone 2 ;</li> <li>• encadré rouge : EXTC, zone temporaire ATEX de niveau 2.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Identification des zones à risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage la signalétique sur une zone du périmètre ICPE.</p> <p>La zone des compresseurs C20-C21 était identifiée en zone 2 sur le plan de zonage ATEX. À l'entrée de cette zone étaient affichées les consignes à observer (interdiction de fumer, interdiction de téléphone).</p> <p>Au niveau de la zone des compresseurs, un panneau d'affichage indiquait la présence d'une zone ATEX. L'ensemble de la zone était balisée par un tracé blanc et rouge au sol. Le tracé était en bon état et visible.</p> <p>Le zonage constaté aléatoirement était cohérent avec les données du DRPCE et du plan de zonage.</p> <p>Le matériel de sécurité présenté dans l'étude de dangers, à savoir la présence de détecteurs, a pu</p>

être constaté dans la zone des compresseurs C20-C21.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Formation d'atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Dans son étude de dangers et dans son DRPCE, l'exploitant n'a pas sollicité de déclassement de zone par la mise en place de mesures spécifiques. Le jour de la visite d'inspection, les locaux fermés des zones des compresseurs C20 et C21 disposaient des mesures de maîtrise des risques suivantes, identifiées dans les documents ATEX : <ul style="list-style-type: none"> <li>• détecteur de gaz PID 700 à l'extérieur et à l'intérieur du bâtiment ;</li> <li>• ventilation fonctionnelle.</li> </ul> L'exploitant a transmis, par courriel du 19 mars 2026, les caractéristiques techniques du ventilateur. Cependant, il n'a pas pu justifier, le jour de la visite d'inspection, que son dimensionnement est adapté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie que le dimensionnement de la ventilation des locaux des compresseurs C20 et C21 est adapté à la zone ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Conformité des appareils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>

*Les vérifications, tant sur support papier que sur site, sont effectuées de manière aléatoire et ne sont pas exhaustives.*

Le jour de la visite d'inspection, le matériel constaté en zone pancarte 3 et en zone pancarte 28 du plan ATEX paraissait correctement entretenu.

Les étiquettes du matériel observé (électrique et non électrique) étaient visibles. Le marquage ATEX était cohérent avec la zone ATEX et les fiches de conformité fournies :

- Détecteur PID 7000 : II 2G Ex s IIC T6/T4 ;
- Robinet : II 2G Ex h IIB T6 Gb.

Les détecteurs mobiles constatés le jour de la visite d'inspection avaient été contrôlés en novembre 2025 et devront être recontrôlés en mai 2026.

Par ailleurs, l'exploitant réalise une maintenance préventive annuelle sur l'ensemble des équipements des installations.

Les formations des personnes habilitées à intervenir sur site en zone ATEX, constatées aléatoirement, étaient en vigueur le jour de la visite d'inspection. Elles sont renouvelées tous les 3 ans pour les niveaux 2 (le plus élevé) et tous les 5 ans pour les niveaux 1.

**Type de suites proposées :** Sans suite